



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les investissements dans l'agriculture française

O. de Gasquet

Abstract

For agriculture as a whole, investments increased from 1959 to 1974 and stagnated since then. Though short term changes in farmer's cash flows may confuse the analysis some rather deep changes in the amounts and nature of investments in machinery and buildings appear. Data on land improvements are poor. For the "départements", some preliminary data for 1979 exist. It appears that investments may increase income disparities between "départements".

Résumé

Au niveau de l'ensemble de la branche agricole, les investissements ont augmenté de 1959 à 1974 et stagné depuis. Certaines évolutions sont masquées par des situations de trésorerie conjoncturelles mais il apparaît des changements assez profonds dans la nature et la quantité des investissements en matériel et bâtiments. Les améliorations foncières sont mal connues. Au niveau des départements on dispose de quelques données pour 1979. Une première analyse permet de penser que les investissements accroissent les disparités entre départements.

Citer ce document / Cite this document :

Gasquet O. de. Les investissements dans l'agriculture française. In: Économie rurale. N°142, 1981. p. 38;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.4390>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_142_1_4390

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LES INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE FRANÇAISE

GASQUET O. (de)

mots clés : Amortissements, capital, investissements.

BAC, 48, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. 563.03.00.

Résumé : Au niveau de l'ensemble de la branche agricole, les investissements ont augmenté de 1959 à 1974 et stagné depuis. Certaines évolutions sont masquées par des situations de trésorerie conjoncturelles mais il apparaît des changements assez profonds dans la nature et la quantité des investissements en matériel et bâtiments. Les améliorations foncières sont mal connues. Au niveau des départements on dispose de quelques données pour 1979. Une première analyse permet de penser que les investissements accroissent les disparités entre départements.

INVESTMENTS IN FRENCH AGRICULTURE

Summary : For agriculture as a whole, investments increased from 1959 to 1974 and stagnated since then. Though short term changes in farmer's cash flows may confuse the analysis some rather deep changes in the amounts and nature of investments in machinery and buildings appear. Data on land improvements are poor. For the "départements", some preliminary data for 1979 exist. It appears that investments may increase income disparities between "départements".

Les différents types d'investissement

Pendant les quinze années qui ont précédé 1974, le volume des investissements de l'agriculture a connu une croissance régulière, qui a accompagné et permis le développement de la production agricole.

Le fait que depuis lors cette croissance plafonne, sans qu'aucune reprise significative soit prévisible dans l'immédiat, amène à s'interroger sur la structure même des investissements, et sur la façon dont elle évolue dans le temps.

En ce qui concerne le **matériel**, il semble qu'une lente modification de structure et de qualité s'opère dans le long terme. En effet, aujourd'hui encore, les tracteurs et les matériels de récolte représentent près de 60 % de la valeur des achats de machines agricoles, mais cette part diminue progressivement au profit d'autres matériels, notamment au profit de matériels plus spécialisés, voire plus sophistiqués.

D'ailleurs, cette tendance à la baisse en valeur des tracteurs et matériels de récolte est freinée par de constantes améliorations de qualité, dont un aspect est l'augmentation de la puissance moyenne. Si, pour faire abstraction de cet effet qualité on considère des nombres et non des valeurs, on peut constater que la baisse des achats est, au moins pour les tracteurs et les moissonneuses-batteuses, continue depuis une quinzaine d'années, en liaison sans doute avec la part croissante prise par les investissements de remplacement. A cet égard, un raisonnement en termes de stock de capital, et non plus de flux, apporterait sans doute un éclairage intéressant.

Enfin, des mouvements plus conjoncturels, principalement liés à l'état de trésorerie de l'agriculture, se superposent aux lentes modifications structurelles de l'investissement en matériel. Dans les premières années de la décennie soixante-dix, qui ont été particulièrement favorables à l'agriculture, on a observé un gonflement des achats, qui a intéressé pratiquement toutes les catégories de matériel. A l'inverse, depuis 1974 où le revenu moyen par exploitation a stagné en francs constants, de nombreux projets d'investissements ont certainement été abandonnés.

La composition de l'investissement en **bâtiments** est encore plus mal connue que celle de l'investissement en matériel. Il est vrai que jusqu'à ces dernières années, on manquait de statistiques détaillées réellement utilisables au niveau national. Mais, depuis 1977, le nouveau système informatique mis au point au Ministère de l'environnement et du cadre de vie est opérationnel, et permet de distinguer dix catégories de bâtiments agricoles en fonction de leur destination.

L'importance relative des bâtiments d'élevage apparaît notamment, mais la prise en compte et le suivi ultérieur de ces informations permettra de mieux cerner à l'avenir les principales évolutions. Un effort devra également être fait pour estimer les améliorations foncières de l'agriculture, qui sont mal connues.

L'investissement dans les départements

Jusqu'à présent, le problème de l'investissement dans les départements n'a jamais été abordé de manière systématique. Pourtant, la connaissance de ces investissements s'avère nécessaire, si l'on veut estimer non plus un revenu brut, mais un revenu net départemental.

On peut donner un premier aperçu de la physionomie des investissements départementaux, en se basant sur les données dont on dispose pour 1979. Ainsi, la répartition des immatriculations de tracteurs et des ventes de moissonneuses-batteuses et ramasseuses-presses correspond approximativement à celle du revenu brut par exploitation, mais des décalages apparaissent, notamment dans l'Ouest, en fonction de la situation relative des niveaux de revenu et d'investissement. Si on prenait en compte la totalité du matériel, cette impression de déséquilibre dans certains départements serait probablement encore renforcée.

Quant à l'investissement en bâtiments, que l'on peut maintenant connaître de façon plus précise au niveau départemental, il paraît lié beaucoup plus à l'importance relative de l'élevage qu'au niveau de revenu. En effet, parmi les régions qui construisent le plus, on retrouve l'Ouest et le Massif-Central.

De ces quelques constatations, il découle que la physionomie du revenu après amortissement peut, en fonction de l'investissement, différer sensiblement de celle du revenu brut. Il importe donc de mesurer le plus justement possible ce facteur de disparité supplémentaire jusqu'à présent méconnu par les statistiques.